



**PRÉFET  
DU CALVADOS**

Liberté  
Égalité  
Fraternité

# ALERTE SÉCHERESSE

## Mesures de restriction des usages de l'eau en vigueur sur la commune

Arrêté préfectoral du 22 juillet 2022 portant limitation ou interdiction provisoire des usages de l'eau dans le département du Calvados

<u>Usage concerné</u>	<u>Restrictions</u>
<b>MESURES DE LIMITATION DES PRÉLÈVEMENTS, DES REJETS ET DES ACTIVITÉS DANS LE MILIEU NATUREL</b>	
<b>Irrigation des cultures agricoles</b> (grandes cultures, cultures maraîchères, vergers, pépinières et végétaux d'ornement)	<p>L'irrigation est limitée* à 5 nuits par semaine. Seules les nuits du dimanche au lundi et du mercredi au jeudi sont totalement interdites à l'irrigation. Les heures d'irrigation de nuit sont : 18h00 à 10h00.</p> <p>Pour toutes les pratiques d'irrigation, la tenue à jour d'un registre de prélèvement à un rythme hebdomadaire est exigée.</p> <p><i>*Sont exonérées :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'irrigation via des systèmes améliorant l'efficacité de l'utilisation de l'eau (rampe d'aspersion basse pression, micro-aspersion, goutte à goutte, etc.).</li> <li>- l'irrigation via des réserves d'eau déconnectées des ressources superficielles et souterraines sous condition que ces réserves ne soient pas des zones de refuge pour la biodiversité.</li> </ul>
<b>Prélèvements pour l'alimentation de plans d'eau, dont les mares de gabion (hors piscicultures autorisées)</b>	<p>Sauf dérogation ou exception, le remplissage des plans d'eau soumis à loi sur l'eau par prélèvement en eaux superficielles ou par forage dans la nappe d'accompagnement est interdit du 15 juin au 30 septembre, conformément à l'arrêté ministériel du 9 juin 2021 fixant les prescriptions techniques générales applicables aux plans d'eau.</p> <p>Pour les plans d'eau non soumis à cette interdiction, le prélèvement d'eau est <b>interdit * entre 10 h et 20 h.</b></p> <p><i>* l'approvisionnement des mares dont la liste figure à l'annexe 5 de l'arrêté cadre du 10 juin 2021 est autorisé dans la période de trois jours avant et trois jours après la marée de plus grand coefficient du mois, entre pleine mer moins 2h et pleine mer plus 2h.</i></p>
<b>Création de prélèvements pour d'autres usages que l'alimentation en eau potable</b>	La réalisation et la mise en service de nouveaux forages, pompages et retenues d'eau destinés à d'autres usages que l'alimentation en eau potable sont <b>interdites.</b>
<b>Vidange de plans d'eau</b>	La vidange de plans d'eau de toute nature est <b>interdite</b> , sauf dérogation expresse accordée par le préfet (service en charge de la police de l'eau).
<b>Travaux en rivière</b>	Les travaux en rivière sont soumis à <b>accord préalable et circonstancié du préfet</b> (service chargé de la police de l'eau).
<b>Prélèvements énergétiques</b>	<p>Les prélèvements énergétiques sont <b>interdits*</b>.</p> <p><i>* une dérogation pourra être demandée au préfet pour ceux restituant l'eau au milieu d'origine, si la température de rejet est inférieure à 25 degrés et n'entraîne pas une augmentation amont/aval de la température de l'eau de plus de 2 degrés à 50 mètres à l'aval du point de rejet et si la concentration en matières en suspension est inférieure à 30 mg/l et n'entraîne pas une augmentation amont/aval de la concentration en matières en suspension de plus de 2 mg/l à 50 mètres à l'aval du point de rejet. Par ailleurs, le prélèvement devra respecter le débit minimum biologique et permettre la continuité écologique.</i></p>
<b>Rejets dans le milieu naturel</b>	Les travaux nécessitant le délestage direct dans le milieu récepteur sont soumis à <b>accord préalable et circonstancié du préfet</b> (service chargé de la police de l'eau).
<b>Gestion des ouvrages hydrauliques</b>	Tous les exploitants d'ouvrages hydrauliques doivent obtenir <b>l'accord préalable et circonstancié du préfet</b> (service chargé de la police de l'eau) avant toute manœuvre susceptible d'avoir une incidence sur la ligne d'eau et sur le débit du cours d'eau, sauf si celle-ci est nécessaire : au non dépassement de la cote légale de retenue, à la protection contre les inondations des terrains amont ou à la restitution à l'aval du débit à l'amont.

**MESURES DE LIMITATION DES PRÉLÈVEMENTS SUR LE RÉSEAU D'EAU POTABLE**

<b>Lavage des véhicules</b>	Le lavage de véhicules* est <b>interdit</b> hors des stations professionnelles, à l'exclusion des lavages rendus obligatoires par des conditions d'hygiène et de sécurité (véhicules sanitaires, agroalimentaires, véhicules de secours, d'assainissement,...) ou technique (bétonnière, ...). <i>*y compris les véhicules permettant la navigation fluviale et maritime.</i>
<b>Remplissage des piscines privées</b>	Le remplissage des piscines à usage personnel est <b>interdit</b> , à l'exception de celles enterrées en construction sur demande auprès du préfet (service chargé de la police de l'eau).
<b>Lavage des voiries</b>	Le lavage des voiries est <b>interdit entre 9 h et 19 h</b> sauf impératif sanitaire et à l'exclusion des balayeuses laveuses automatiques et du lavage des marchés.
<b>Nettoyages des façades, murs, toits et terrasses</b>	Le nettoyage des façades, des murs, des toits et des terrasses est <b>interdit</b> , en dehors des nécessités de salubrité publique.
<b>Travaux consommateurs d'eau</b>	Les travaux consommateurs d'eau sont soumis à <b>accord préalable et circonstancié du préfet</b> (service chargé de la police de l'eau).

**MESURES DE LIMITATION DES PRÉLÈVEMENTS, DES REJETS ET DES ACTIVITÉS DANS LE MILIEU NATUREL ET DES PRÉLÈVEMENTS SUR LE RÉSEAU D'EAU POTABLE**

<b>Arrosage des pelouses, des jardins et des espaces verts publics et privés</b>	L'arrosage des pelouses, des jardins et des espaces verts publics et privés est <b>interdit* entre 10 h et 20 h</b> . <i>* exception : utilisation des eaux de récupération de pluie et des eaux usées traitées ainsi que l'arrosage des plantations de moins de deux ans d'arbres et d'arbustes. L'arrosage via des réserves d'eau déconnectées des ressources superficielles et souterraines est autorisé sous condition que ces réserves ne soient pas des zones de refuge pour la biodiversité.</i>
<b>Arrosage des potagers</b>	L'arrosage des potagers est interdit entre <b>10 h et 20 h*</b> . <i>* exception : utilisation des eaux de récupération de pluie. L'arrosage via des réserves d'eau déconnectées des ressources superficielles et souterraines est autorisé sous condition que ces réserves ne soient pas des zones de refuge pour la biodiversité.</i>
<b>Arrosage des stades et des pistes hippiques</b>	L'arrosage des stades et des pistes hippiques est <b>interdit* entre 10 h et 20 h</b> . <i>* une dérogation pourra être demandée au préfet pour l'arrosage des pistes hippiques non engazonnées et des aires de sport en terre battue. L'arrosage via des réserves d'eau déconnectées des ressources superficielles et souterraines est autorisé sous condition que ces réserves ne soient pas des zones de refuge pour la biodiversité.</i>
<b>Arrosage des terrains de golf</b>	L'arrosage des terrains de golf est <b>interdit*</b> à l'exception de l'usage des eaux de récupération de pluie et des eaux usées traitées. <i>* pour les golfs qui respectent la charte nationale « golf et environnement » : interdiction d'arroser les terrains de golf de 8 heures à 20 heures de façon à diminuer la consommation d'eau sur le volume hebdomadaire de 15 à 30 %.</i>
<b>Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE)</b>	Les activités industrielles et commerciales doivent privilégier toutes les conditions d'exploitation permettant une économie d'eau (recyclage, circuits fermés, etc.). Les activités industrielles relevant de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement mettent en œuvre les dispositions qui leur sont applicables en cas de sécheresse, précisées dans leur arrêté préfectoral d'autorisation pour celles relevant du régime de l'autorisation ou, le cas échéant, dans un arrêté de prescriptions spécifiques. L'arrosage des pelouses et des espaces verts de l'établissement ainsi que le lavage des voies de circulation et des aires de stationnement sont interdits sauf pour des raisons de sécurité ou d'hygiène dûment justifiées. Les essais périodiques pour la défense incendie sont limités au strict nécessaire.